

DIRECTION DES COLLECTIVITES PUBLIQUES
ET DE L'ENVIRONNEMENT
BUREAU DE LA PROTECTION
DE L'ENVIRONNEMENT
AFFAIRE SUIVIE PAR : M CAMBON
POSTE 04.75.79.28.69

ARRETE N° 04 - 1113

Le Préfet
Du département de la Drôme
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU le Code de l'Environnement, LIVRE V titre 1^{er}
- VU la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive,
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- VU la nomenclature des Installations Classées, notamment les rubriques 2510 et 2515,
- VU le Code Minier,
- VU la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau,
- VU l'arrêté ministériel du 22 Septembre 1994 - relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières - modifié par l'arrêté ministériel du 24/01/2001,
- VU l'arrêté interministériel du 01 Février 1996 fixant le modèle d'attestation des garanties financières prévues à l'article 23-3 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977,
- VU l'Arrêté Préfectoral n° 5362 du 30 septembre 1983 autorisant Monsieur Michel REVOL, entrepreneur de travaux publics et agricoles et domicilié à EPINOUBE, à exploiter une carrière à ciel ouvert de sables et graviers, sur le territoire de la commune d'EPINOUBE, au lieu-dit "Le Chirial", pour une durée de 5 ans et sur une superficie de 48 500 m²,
- VU l'arrêté préfectoral n° 4617 du 13 juin 1988 renouvelant l'autorisation prévue par l'arrêté préfectoral n° 5362 susvisé, pour une durée de 17 ans à compter du 30 septembre 1988,
- VU l'arrêté préfectoral n° 3582 du 05 juillet 1999 relatif à la constitution des garanties financières de la carrière susvisée,
- VU la demande en date du 29 janvier 2003 par laquelle l'entreprise Carrière et T.P. Michel REVOL - Le Chirial - 26210 EPINOUBE - sollicite l'autorisation d'exploiter une carrière sur le territoire des communes de EPINOUBE et ANNEYRON pour une superficie globale de 197 825 m²,
- VU l'Arrêté Préfectoral n° 03-0770 du 28 février 2003 portant mise à l'enquête publique du 03 avril 2003 au 06 mai 2003 la demande susvisée,

- VU les plans, renseignements, engagements joints à la demande susvisée, et notamment l'étude d'impact,
- VU les avis et observations exprimés au vu de l'enquête réglementaire,
- VU l'avis du commissaire enquêteur,
- VU le rapport de M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement en date du 22 décembre 2003,
- VU l'avis de la Commission Départementale des Carrières en date du 5 mars 2004 ;
- VU les Plans d'Occupation des Sols approuvés des communes de EPINOUBE et ANNEYRON,
- VU le Schéma Départemental des Carrières du département de la Drôme approuvé par arrêté préfectoral n° 3991 du 17 juillet 1998,

Le demandeur consulté,

Considérant ainsi que les prescriptions prévues au présent arrêté constituent une protection suffisante contre les dangers ou inconvénients pour la commodité du voisinage, la santé, la sécurité, la salubrité publique, pour l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement, pour la conservation des sites et des monuments,

Considérant que l'exploitation du site jusqu'à ce jour s'est déroulée sans incident ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Drôme,

A R R E T E

TITRE I - DONNÉES GÉNÉRALES À L'AUTORISATION

Article 1 : Autorisation

L'entreprise Carrière et T.P. Michel REVOL - Le Chirial - 26210 EPINOUBE - est autorisée sous réserve du strict respect des prescriptions du présent arrêté à exploiter une activité "d'exploitation de carrières" ainsi que les activités désignées ci-après, sur le territoire des communes de EPINOUBE et ANNEYRON aux lieux-dits "Le Chirial", "Les Béchaudières" et "Les Rouges" pour une superficie de 197 825 m² dans les limites définies sur le plan joint au présent arrêté.

Désignation des installations	Volume de l'activité	Rubrique de la nomenclature	Classement
Exploitation de carrière de sables et graviers. (renouvellement et extension)	Superficie : 197 825 m ²	2510.1	Autorisation
Broyage, concassage, criblage de produits minéraux naturels	Puissance installée inférieure à 200 kW.	2515.2	Déclaration

Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables	Quantité maximale stockée : - 6 m ³ de fioul domestique - 3,2 m ³ de gas-oil - 0,8 m ³ d'huile	1432	Non classé
Installation de remplissage et de distribution de liquides inflammables	Débit maximum : 10 m ³ /h	1434.b	Déclaration

Le présent arrêté vaut récépissé de déclaration pour les installations classées soumises à déclaration, citées au paragraphe 1 ci-dessus.

L'autorisation est accordée aux conditions du dossier de la demande et sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté.

Le présent arrêté vaut autorisation au titre de la loi sur l'eau.

Les prescriptions du présent arrêté sont applicables immédiatement à l'exception de celles pour lesquelles un délai est explicitement prévu. La mise en application, à leur date d'effet, de ces prescriptions entraîne l'abrogation de toutes les dispositions contraires ou identiques qui ont le même objet.

Article 2 : Caractéristiques de l'autorisation :

Les parcelles concernées sont les suivantes :

Commune et lieu-dit	Section cadastrale	Numéro de parcelle	Superficie concernée en m ²
Epinouze Le Chirial	AB	91	33 470
		92	37 695
		93	9 660
Epinouze Les Béchaudières	ZA	19	57 000
Anneyron Les Rouges	ZL	49pp	60 000
Surface globale.....			197 825 m ²

L'autorisation est accordée pour une durée de 20 ans à compter de la notification du présent arrêté remise en état incluse.

Elle est accordée sous réserve des droits des tiers et n'a d'effet que dans les limites du droit à propriété du bénéficiaire et des contrats de forage dont il est titulaire.

La carrière doit être implantée, exploitée et remise en état conformément aux plans et données contenus dans le dossier de la demande en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

La présente autorisation vaut pour une exploitation de sables et graviers devant conduire en fin d'exploitation à une remise en état agricole, suivant les plans de phasage en annexe n° 3,7,8,9 et 10 du présent arrêté.

La hauteur de la découverte est de 0,8m en moyenne

La hauteur de banc exploitable est de 5m côté Ouest à 6,5m côté Est

La cote (NGF) limite en profondeur est de 189,5m côté Ouest à 192m côté Est

Les réserves estimées exploitables sont de 1 200 000 tonnes environ, la production maximale annuelle autorisée de 70 000 tonnes.

TITRE II - RÉGLEMENTATIONS GÉNÉRALES ET DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

Article 3.1 : Réglementation générale :

L'arrêté ministériel du 22 Septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières est applicable à cette exploitation.

Article 3.2 : Police des carrières

L'exploitant est également tenu de respecter les dispositions prescrites par :

- . les articles 87, 90, et 107 du code Minier
- . le décret n° 99-116 du 12 février 1999 relatif à l'exercice de la police des carrières en application de l'article 107 du code minier.
- . le décret n° 80-331 du 7 mai 1980 modifié portant Règlement Général des Industries Extractives (RGIE).

Article 4 : Directeur technique - Consignes- Prévention- Formation :

Le titulaire de l'autorisation d'exploiter doit déclarer au Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement :

- le nom de la personne physique chargée de la direction technique des travaux.
- les entreprises extérieures éventuellement chargées de travaux et de tout ou partie de l'exploitation.

Il rédige par ailleurs le document de sécurité et de santé, les consignes, fixe les règles d'exploitation, d'hygiène et de sécurité. Il élabore les dossiers de prescriptions visés par les textes.

Il porte le document de sécurité et de santé, les consignes et dossiers de prescriptions à la connaissance du personnel concerné ou susceptible de l'être et des entreprises extérieures visées ci-dessus, les tient à jour, et réalise une analyse annuelle portant sur leur adéquation et sur leur bonne application par le personnel.

Une formation à l'embauche et une formation annuelle adaptées seront assurées à l'ensemble du personnel.

Le bilan annuel des actions menées dans les domaines de la sécurité et de la protection de l'environnement, la liste des participants à ces actions et formations est tenu à la disposition de la DRIRE.

Article 5 : Clôtures et barrières

Une clôture solide et efficace entretenue pendant toute la durée de l'autorisation doit être installée sur le pourtour de la zone d'extraction.

L'entrée de la carrière sera matérialisée par un dispositif mobile, interdisant l'accès en dehors des heures d'exploitation.

Article 6 : Dispositions préliminaires

6.1 - Information du public

L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

6.2 - Bomage

Préalablement à la mise en exploitation des carrières à ciel ouvert, l'exploitant est tenu de placer :

- 1°) des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation
- 2°) le cas échéant, des bornes de nivellement

Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

6.3 - Eaux de ruissellement

Lorsqu'il existe un risque pour les intérêts visés à l'article 2 de la loi n° 92.3 du 3 janvier 1992 sur l'eau, un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation est mis en place à la périphérie de cette zone. Les eaux recueillies dans ce réseau seront dirigées vers un bassin de décantation régulièrement entretenu et curé.

6.4 - Accès des carrières

L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique et conformément au dossier de demande.

L'accès à la carrière est contrôlé durant les heures d'activité.

6.5 - Déclaration de poursuite d'exploitation

Après avoir accompli préalablement, s'il y a lieu, les prescriptions en matière d'archéologie préventive et avant de débuter les travaux d'extraction autorisés au titre du présent arrêté, l'exploitant doit procéder à la déclaration de début d'exploitation prévue à l'article 23-1 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977.

Cette déclaration est accompagnée du document attestant la constitution des garanties financières dont le montant et les modalités d'actualisation sont fixés dans l'annexe n° 2 jointe au présent arrêté.

Préalablement à cette déclaration l'exploitant devra avoir réalisé les travaux et satisfait aux prescriptions mentionnées aux articles 4, 5, 6.1 à 6.4 et 16.

TITRE III - EXPLOITATION

Article 7 : Dispositions particulières d'exploitation

7.1 - Défrichage, décapage des terrains :

Le déboisement, le défrichage éventuels, sont réalisés par phases progressives correspondant aux besoins de l'exploitation.

Le décapage des terrains est limité aux besoins des travaux d'exploitation. Il est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles.

L'horizon humifère et les stériles sont stockés séparément et réutilisés pour la remise en état des lieux.

7.2 - Patrimoine archéologique :

Toute découverte fortuite de vestiges archéologiques doit être immédiatement signalée à la Direction Régionale des Affaires Culturelles Rhône-Alpes - Service Régional de l'Archéologie, conformément à la loi du 27 septembre 1941 modifiée portant réglementation des fouilles archéologiques.

7.3 - Epaisseur d'extraction :

L'extraction sera limitée en profondeur à la cote NGF de 189,5m côté Ouest et 192m côté Est, pour une épaisseur d'extraction maximale de 7m et à 1 mètre au-dessus des plus hautes eaux de la nappe phréatique. L'exploitation sera suspendue au droit des zones inondées dans le cas d'une élévation anormale du niveau de la nappe.

7.4 - Extraction en nappe phréatique :

Le pompage de la nappe phréatique pour le décapage, l'exploitation ou la remise en état est interdit.

7.5 - Abattage à l'explosif :

Les tirs de mines sont interdits.

7.6 - Conduite de l'exploitation :

L'exploitation sera conduite suivant la méthode et le phasage définis ci-après :

- décapage des terres de couverture,
- extraction des matériaux,
- transport et traitement des matériaux.

Les plans utiles relatifs à la description du phasage de l'exploitation sont joints au présent arrêté, en annexe n°3,7,8,9 et 10 .

7.7 - Distances limites et zones de protection :

L'accès aux zones dangereuses des travaux d'exploitation est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent et le danger est signalé par des pancartes.

Le bord de l'excavation est maintenu à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains avoisinants ne soit pas compromise avec un minimum de 10 mètres.

Il n'y aura pas d'extraction à moins de 20 mètres de la voie ferrée.

En tout état de cause le niveau bas de l'exploitation sera arrêté de telle façon que la stabilité des terrains avoisinants ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.

L'exploitant doit prendre toutes dispositions d'usage pour les travaux au voisinage des lignes électriques et des canalisations enterrées.

Il prendra contact avant tout début de travaux avec :

- EDF / GDF Services Drôme-Ardèche, concernant la ligne électrique qui surplombe le site.
- la S.N.C.F. concernant la voie ferrée située au Nord du site.

7.8 - Registres et plans :

Il est établi un plan d'échelle adaptée à la superficie de l'exploitation. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.

Sur ce plan sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords dans un rayon de 50 mètres et avec un repérage par rapport au cadastre,
- les bords de la fouille,
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,
- les zones remises en état,
- des éléments de la surface dont l'intégrité de l'emprise conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

TITRE IV - REMISE EN ETAT

Article 8 :

L'objectif final de la remise en état vise à un réaménagement agricole.

En dehors des modalités particulières définies dans l'annexe relative aux garanties financières, la remise en état sera conduite suivant la méthode et le phasage définis ci-après :

- le fond de fouille sera recouvert des terres de découverte (limons de couverture puis terre végétale) sur une épaisseur totale d'au moins 80cm,
- le sol ainsi remis en place aura une pente minimum de 5 ‰ afin d'éviter la stagnation des eaux,
- les talus seront recouverts de terre végétale et enherbés,
- les accès aux différentes parcelles seront rétablis en pente douce de moins de 10 %, et auront une largeur minimum de 4 mètres.

Le schéma d'exploitation et de remise en état est annexé au présent arrêté en annexe 4.

Article 8.1 - Cessation d'activité définitive

Lors de la mise à l'arrêt définitif de l'exploitation et au plus tard 6 mois avant la date d'expiration de l'autorisation, l'exploitant notifie au Préfet la cessation d'activité. Cette notification sera accompagnée des pièces prévues à l'article 34.1 du décret du 21 septembre 1977 modifié notamment :

- le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation accompagné de photographies,
- un mémoire sur l'état du site. Ce mémoire précisera les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts visés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement et devra comprendre notamment :
 - l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux ainsi que des déchets présents sur le site,
 - la dépollution des sols et des eaux souterraines éventuellement polluées,
 - les conditions de remise en état et d'insertion du site dans son environnement ainsi que son devenir,
 - en cas de besoin, la surveillance à exercer de l'impact de l'installation sur son environnement, et les modalités de mise œuvre de servitudes.

Article 8.2 - Remblayage:

Le remblayage des carrières ne doit pas nuire à la qualité et au bon écoulement des eaux. Lorsqu'il est réalisé avec apport de matériaux extérieurs (déblais de terrassements, matériaux de démolition, ...), ceux-ci doivent être préalablement triés de manière à garantir l'utilisation des seuls matériaux inertes.

Le déchargement direct des camions en fond de fouille est interdit.

Les matériaux seront bennés sur une plate-forme pour permettre un examen visuel et un tri des éléments indésirables, puis poussés par un boueur. Une benne de récupération des refus sera mise en place.

Les apports extérieurs sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques et les moyens de transport utilisés et qui atteste la conformité des matériaux à leur destination.

L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux et les moyens de transport utilisés ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre.

TITRE V - PRÉVENTION DES POLLUTIONS :

Article 9 - Dispositions générales:

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit et les vibrations et l'impact visuel.

L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.

Les bâtiments et installations sont entretenus en permanence.

Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues.

Une haie sera plantée sur la limite Nord-Est du site et en tout autre point du périmètre où elle s'avérera nécessaire pour masquer l'incidence visuelle de la carrière pour les riverains.

Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envois de poussières ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publiques.

Article 10 - Pollution des eaux :

10.1 - Prévention des pollutions accidentelles

I - Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier ne seront pas effectués sur le site de la carrière.

II - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

III - Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.

10.2 - Prélèvement d'eau

Il n'y aura pas de prélèvements d'eau sur le site hormis pour des besoins de secours - incendie.

10.3 - Rejets d'eau dans le milieu naturel

10.3.1 - Eaux rejetées (eaux d'exhaure, eaux pluviales et eaux de nettoyage)

I - Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes :

- le pH est compris entre 5,5 et 8,5 ;
- la température est inférieure à 30° C ;
- les matières en suspensions totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l (norme NFT 90 105) ;
- la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NFT 90 101) ;
- les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l (norme NFT 90 114).

Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures. Aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

La modification de couleur du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l.

II - Le ou les émissaires sont équipés d'un canal de mesure du débit et d'un dispositif de prélèvement.

10.3.2 - Les eaux vannes

Les eaux vannes des sanitaires et des lavabos seront traitées en conformité avec les règles sanitaires en vigueur.

10.4 - Surveillance de la nappe

10.4.1 - Niveaux piézométriques

Un contrôle des niveaux piézométriques dans les ouvrages P1, P2, P3 et P4 précisé sur le plan joint en annexe 5 sera réalisé trimestriellement.

10.4.2 - Qualité des eaux

Un état initial de la qualité des eaux de la nappe sera réalisé à partir de prélèvements dans les ouvrages P2, P3 et P4 figurant sur le plan joint en annexe 5, dont les éléments suivants seront analysés :

- Température
- Ph
- Conductivité
- Matières en suspension
- DCO
- DBO5
- Hydrocarbures totaux

Ensuite, un contrôle semestriel portant sur les mêmes paramètres sera réalisé à partir de l'ouvrage P4.

Article 11 - Pollution de l'air :

L'exploitant prend toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières.

En particulier, les moyens suivants seront mis en œuvre :

L'exploitation ne s'approchera pas à moins de 25m de la limite d'autorisation à proximité de l'habitation 1 comme situé sur le plan de phasage.

Des écrans phoniques de type merlons de terre correctement dimensionnés seront dressés dans la bande de protection de la carrière devant les habitations les plus proches (n°s 1, 3, 4, 6 et 7 sur le plan de phasage).

L'unité de concassage - criblage sera positionnée à plus de 180m des habitations, excepté pour l'habitation 1 (l'unité s'en tiendra à 100m au moins), l'habitation 3 (l'unité s'en tiendra à 110m au moins) et la ferme 2.

Article 12 - Incendie et explosion :

L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés, conformes aux normes en vigueur et répartis sur le site en quantité suffisante (engins, installation de traitement, ...). Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Article 13 - Déchets :

Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles. Les diverses catégories de déchets sont collectées séparément puis valorisées ou éliminées vers des installations dûment autorisées.

Article 14 - Bruits et vibrations :

L'exploitation est menée de manière à ne pas être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

14.1 - Bruits

L'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement est applicable à cette installation.

Les émissions sonores de l'installation ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones où celle-ci est réglementée :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	Émergence admissible pour la période allant de 7h30 à 17h30 sauf dimanches et jours fériés. (jour)	Période allant de 17h30 à 7h30 Et les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	Les travaux sont interdits pendant ces périodes.
Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	

De plus, les niveaux de bruit en limite de propriété de l'installation ne devront pas dépasser 70 dB (A) pour la période de jour et 60 dB (A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de la carrière, doivent être conformes aux dispositions en vigueur les concernant en matière de limitation de leurs émissions sonores.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents ou à la sécurité des personnes.

L'exploitation ne s'approchera pas à moins de 25m de la limite d'autorisation à proximité de l'habitation 1 comme situé sur le plan de phasage en annexe n° 6.

Des écrans phoniques de type merlons de terre correctement dimensionnés seront dressés dans la bande de protection de la carrière devant les habitations les plus proches (n°s 1, 3, 4, 6 et 7 sur le plan de phasage en annexe 6).

L'unité de concassage - criblage sera positionnée à plus de 180m des habitations, excepté pour l'habitation 1 (l'unité s'en tiendra à 100m au moins), l'habitation 3 (l'unité s'en tiendra à 110m au moins) et la ferme 2.

Un contrôle des niveaux sonores doit être effectué dès l'ouverture de la carrière et ensuite périodiquement, notamment lorsque les fronts de taille se rapprochent des zones habitées.

14.2 - Vibrations

En dehors des tirs de mines, les prescriptions de la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables.

Article 15 - Transport des matériaux :

L'exploitant consultera les services du Conseil Général, avant le début des travaux afin de définir l'éventuel aménagement à apporter à l'accès de la carrière sur la RD246.

TITRE VI - DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES :

Article 16 : Garanties financières

Avant de débiter les travaux d'extraction autorisés au titre du présent arrêté, l'exploitant doit fournir le document attestant la constitution des garanties financières dont le montant et les modalités d'actualisation sont fixés dans l'annexe jointe, et simultanément à la déclaration de début d'exploitation prévue à l'article 6.5 du présent arrêté.

Article 17 : Modification

Toute modification envisagée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation ou des prescriptions du présent arrêté sera portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Article 18 : Accident ou incident

Indépendamment de la déclaration d'accident prévue par les dispositions de police visées à l'article 3.2 ci-dessus, tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'environnement doit être signalé immédiatement à l'inspecteur des installations classées.

Sauf exception dûment justifiée, en particulier pour des motifs de sécurité, il est interdit de modifier en quoi que ce soit l'état des installations où a eu lieu l'accident ou l'incident tant que l'inspecteur des installations classées n'en a pas donné son accord et, s'il y a lieu, après autorisation de l'autorité judiciaire, indépendamment des dispositions de police prévues par le R.G.I.E.

Article 19 : Contrôles et analyses

L'inspecteur des installations classées pourra demander que des prélèvements, des contrôles ou des analyses soient effectués par un organisme indépendant, dont le choix sera soumis à son approbation, s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions du présent arrêté ; les frais occasionnés par ces interventions seront supportés par l'exploitant.

Il pourra demander en cas de nécessité la mise en place et l'exploitation aux frais de l'exploitant d'appareils pour le contrôle des émissions, des bruits, des vibrations ou des concentrations des matières polluantes dans l'environnement.

Article 20 : Enregistrements, rapports de contrôle et registres

Tous les enregistrements, rapports de contrôle et registres mentionnés dans le présent arrêté seront conservés à la disposition de l'inspecteur des installations classées qui pourra, par ailleurs, demander que des copies ou synthèses de ces documents lui soient adressées.

Article 21 : Délais et voies de recours :

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de GRENOBLE.

- Pour l'exploitant, le délai de recours est de six mois. Ce délai commence à courir le jour de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation mentionnée à l'article 6.5 ci-dessus.

- Pour les tiers, le délai de recours est de six mois. Ce délai commence à courir le jour de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation mentionnée à l'article 6.5 ci-dessus.

Article 22 : Publication :

Conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, un extrait du présent arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois avec mention de la possibilité pour les tiers de consulter sur place, ou à la Préfecture de la Drôme le texte des prescriptions ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire.

Un avis sera inséré, par les soins du Préfet, et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux, diffusés dans tout le département.

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Drôme, Messieurs les Maires de EPINOUBE et ANNEYRON, et Monsieur le Directeur Régional de L'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de la région Rhône-Alpes, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée :

- au pétitionnaire ;
- à Monsieur le Maire d' EPINOUBE ;
- à Monsieur le Maire d' ANNEYRON ;
- au Directeur Régional de l'Environnement ;
- au Directeur Départemental de l'Équipement ;
- au Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;
- au Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;
- au Chef du Service Départemental de l'Architecture ;
- au Directeur Régional des Affaires Culturelles ;
- au Chef du Service Interministériel de Défense et de Protection Civile.

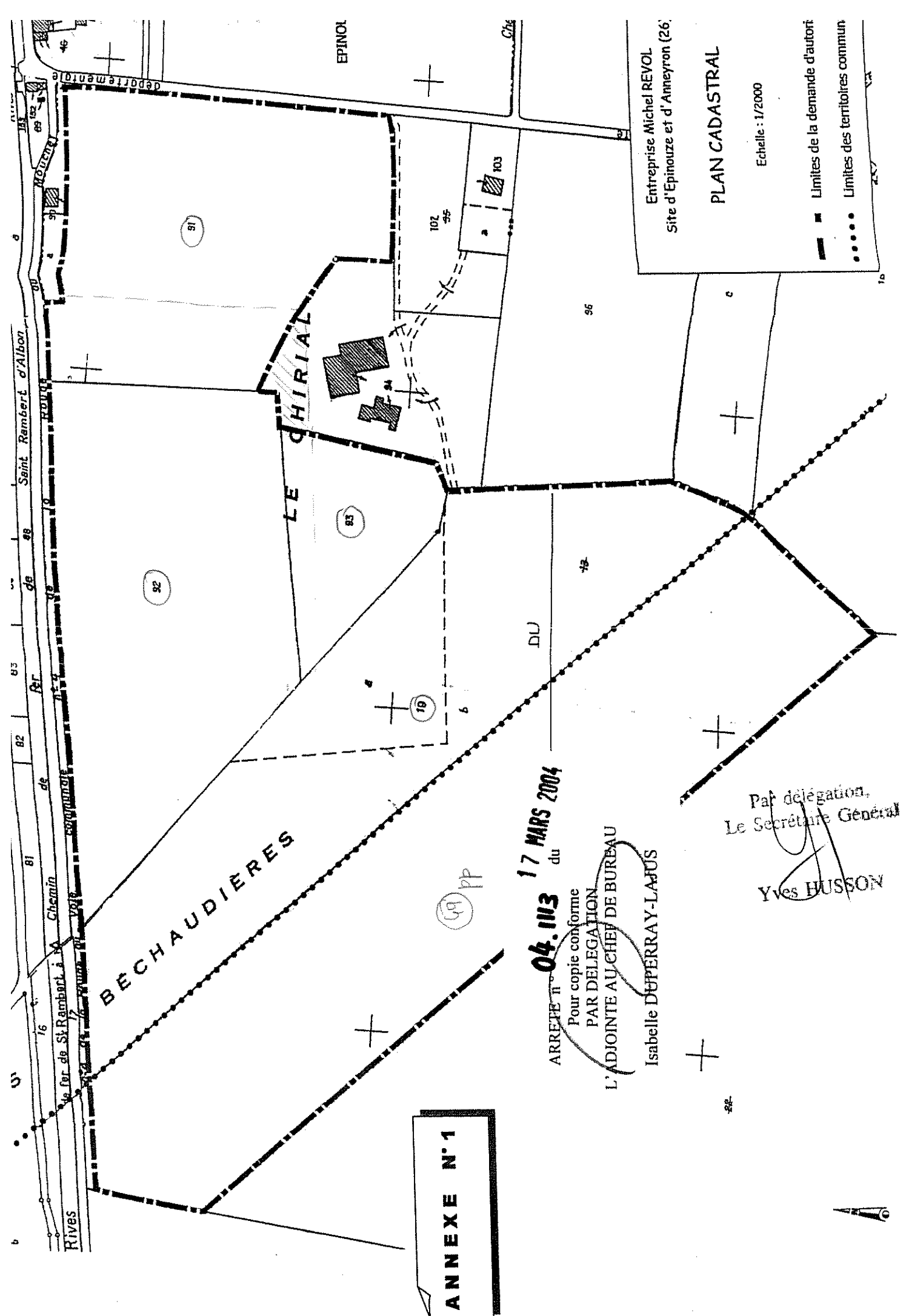
Fait à Valence, le
Le Préfet

17 MARS 2004

Par délégation
Le Secrétaire Général

Yves HUSSON

ARRETE n° **04.1113** du **17 MARS 2004**
Pour copie conforme
PAR DELEGATION
L'ADJOINTE AU CHEF DE BUREAU **7**
Isabelle DUPERRAY-LAJUS



Pour copie conforme
PAR DÉLEGATION
L'ADJOINTE AU CHEF DE BUREAU
Isabelle DUPERRAY-LAJUS

Par délégation,
Le Secrétaire Général
Yves HUSSON

**ANNEXE à l'Arrêté Préfectoral du
relative aux GARANTIES FINANCIÈRES**

A N N E X E N° 2

Entreprise Carrière et T.P. Michel REVOL

**Carrière située sur les communes d'EPINOUBE et d'ANNEYRON
aux lieux-dits "Le Chirial", "Les Béchaudières" et "Les Rouges"**

1. Périodicité

La durée de l'autorisation est divisée en période quinquennale. A chaque période correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période. Le schéma d'exploitation et de remise en état, en annexe, présente les surfaces à exploiter et les modalités de remise en état pendant ces périodes.

2. Montant

Le montant des garanties financières permettant la remise en état maximale pour chaque période est fixé à :

Période 1 : 2004 - 2009	35 581 €
Période 2 : 2009 - 2014	38 783 €
Période 3 : 2014 - 2019	35 398 €
Période 4 : 2019 - 2024	33 691 €

3. Acte de cautionnement

L'acte de cautionnement solidaire est établi conformément au modèle annexé à l'arrêté interministériel du 01/02/1996 et porte sur la durée minimum de 5 ans. Celle-ci peut exceptionnellement être réduite pour la dernière phase, en rapport avec l'échéance d'autorisation.

4. Aménagement préliminaire et notification de la constitution des garanties financières

L'exploitant doit avant le début de l'extraction avoir réalisé les travaux et satisfait aux prescriptions mentionnées aux articles 4, 5, 6.1 à 6.4 du présent arrêté. Dès que ces aménagements ont été réalisés, l'exploitant adresse au préfet une déclaration de début d'exploitation et l'acte de cautionnement solidaire établissant la constitution des garanties financières selon le modèle défini à l'arrêté interministériel du 1^{er} Février 1996.

5. Renouvellement des garanties financières

L'exploitant adresse au préfet et à la DRIRE le document établissant le renouvellement des garanties financières pour les montants correspondants à la tranche suivante au plus tard 6 mois avant leur échéance. Il notifie en même temps la situation de l'exploitation et l'achèvement de la fin des opérations de remise en état prévues pour la dernière tranche quinquennale.

6. Arrêt de l'exploitation

L'extraction de matériaux commercialisables ne doit plus être réalisée au plus tard 6 mois avant la date d'expiration de l'autorisation.

L'exploitant notifie à cette date au Préfet, l'arrêt des extractions, avec un dossier comprenant :

- le plan à jour de l'installation (accompagné de photos)
- le plan de remise en état définitif
- un mémoire sur l'état du site.

La remise en état est achevée au plus tard 3 mois avant la date d'expiration de l'autorisation.

7. Modalités d'actualisation du montant des garanties financières

Tous les cinq ans, le montant des garanties financières est actualisé compte tenu de l'évolution de l'indice TP01.

Lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP01 sur une période inférieure à cinq ans, le montant des garanties financières doit être actualisé dans les six mois suivant l'intervention de cette augmentation.

L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant.

Lorsque la quantité de matériaux extrait est inférieure à la capacité autorisée et conduit à un coût de remise en état inférieur à au moins 25 % du coût couvert par les garanties financières, l'exploitant peut demander au préfet, pour les périodes quinquennales suivantes, une modification du calendrier de l'exploitation et de la remise en état et une modification du montant des garanties financières. Cette demande est accompagnée d'un dossier et intervient au moins six mois avant le terme de la période quinquennale en cours.

8. Appel aux garanties financières

Le préfet fait appel aux garanties financières :

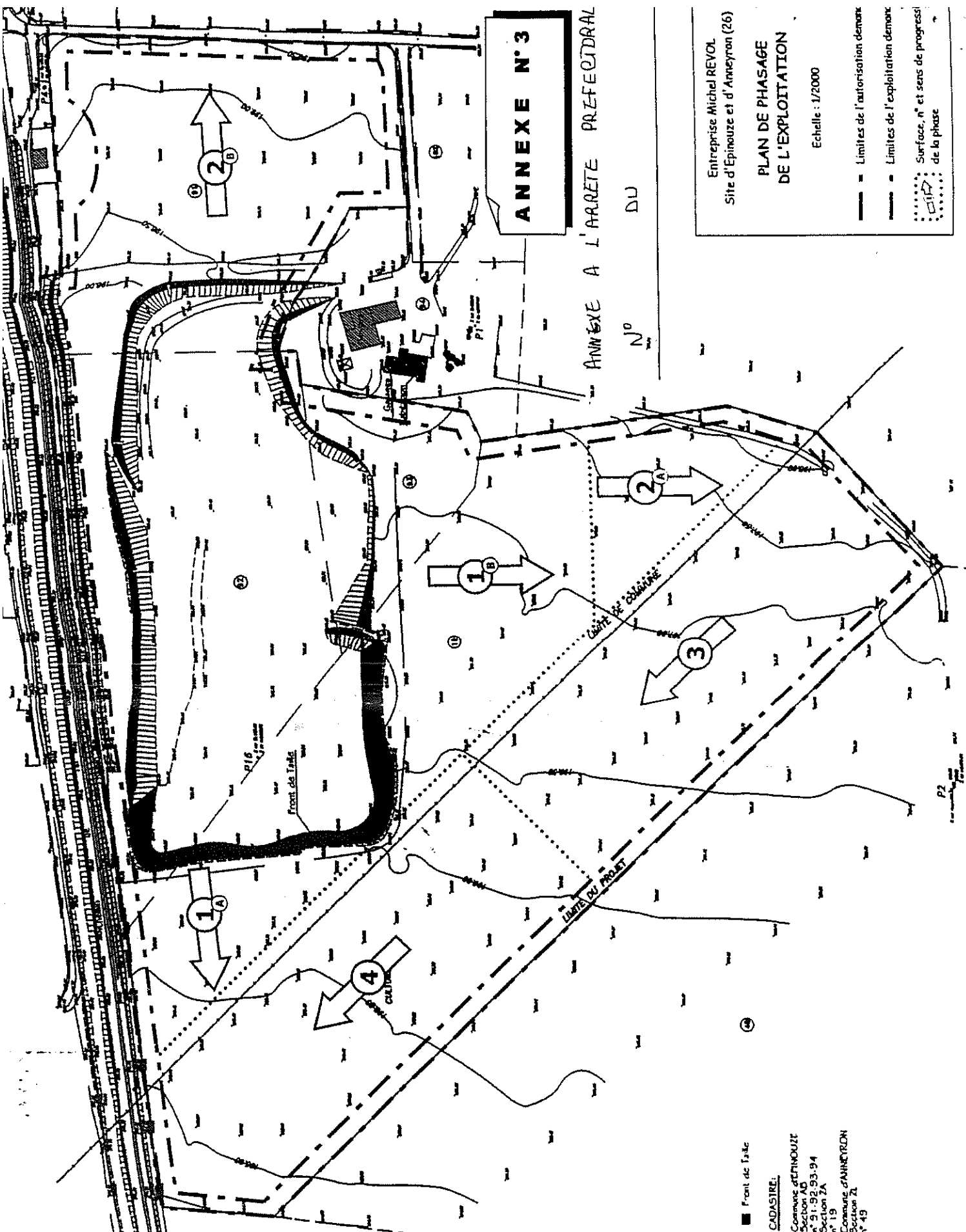
- soit en cas de non-respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral en matière de remise en état après intervention de la mesure de consignation prévue à l'article L514.1 du Code de l'Environnement,
- soit en cas de disparition juridique de l'exploitant et d'absence de remise en état conforme au présent arrêté.

9. Sanctions

L'absence de garanties financières entraîne la suspension de l'activité, après mise en oeuvre des modalités prévues à l'article L514.1.I.3° du Code de l'Environnement

→ mise en demeure émise

Toute infraction aux prescriptions relatives aux conditions de remise en état constitue après mise en demeure un délit conformément aux dispositions de l'article L514.11 du Code de l'Environnement.



ANNEXE N°3

ANNEXE A L'ARRETE PREFECTORAL
N° DU

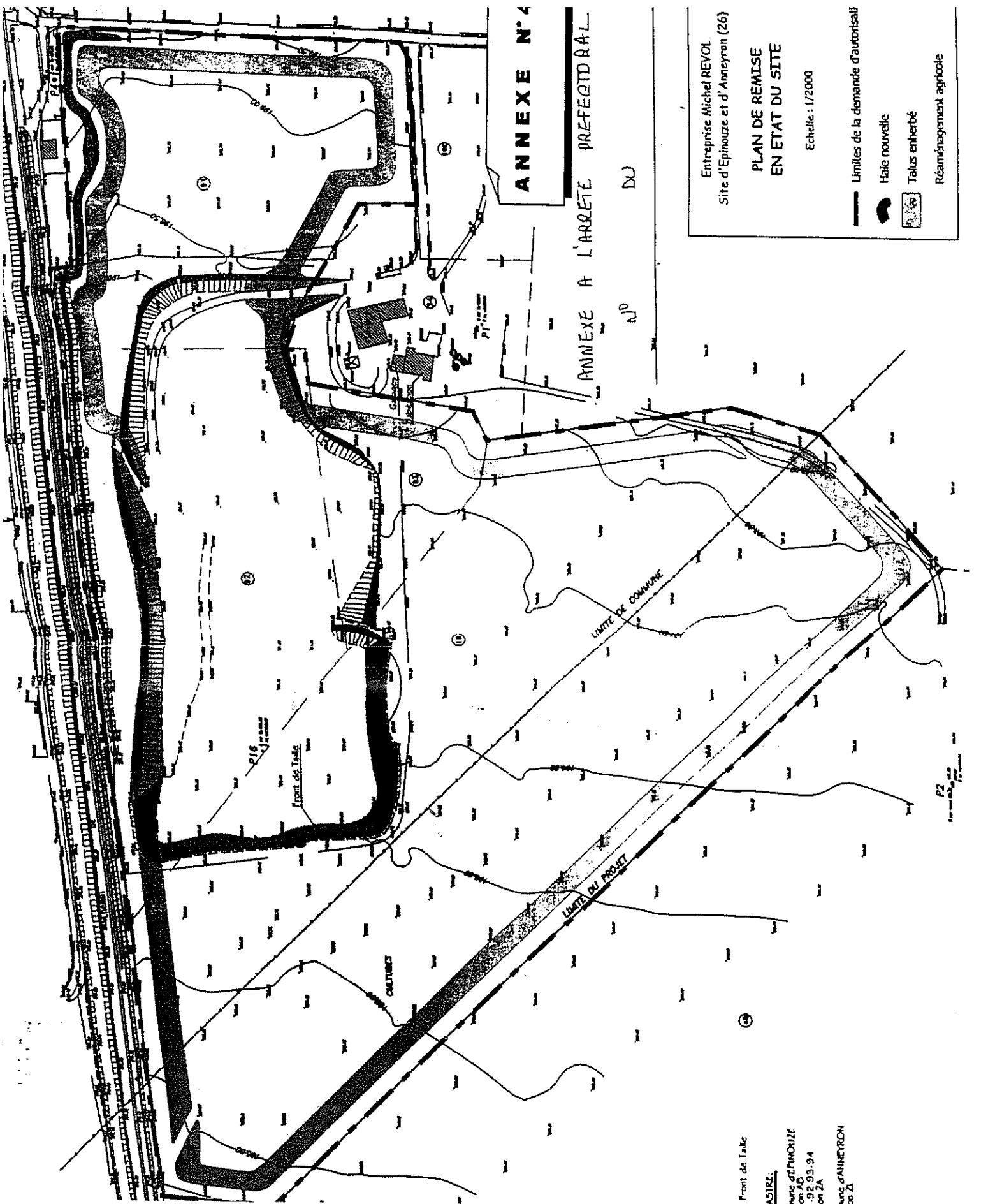
Entreprise Michel REVOL
Site d'Épinouze et d'Anneyron (26)
**PLAN DE PHASAGE
DE L'EXPLOITATION**
Echelle : 1/2000

- Limites de l'autorisation demandée
- Limites de l'exploitation demandée
- ... Surface, n° et sens de progression de la phase

■ Front de l'île
CADASTRE:
Commune d'ÉPINOUZE
Section AG
n° 51-52-53-54
Section 2A
n° 15
Commune d'ANNEYRON
Section 21
n° 45

ARRETE n° **04.1113** du **17** MARS 2004
Pour copie conforme
PAR DELEGATION
L'ADJOINTE AU CHEF DE BUREAU
Isabelle DUPERRAY-LAJUS

Par délégation,
Secrétaire Général
Yves HUSSON



ANNEXE N° 4

ANNEXE A L'ARRETE PREFECTORAL

DU

N°

Entreprise Michel REVOL
Site d'Épinoire et d'Anneyron (26)

PLAN DE REMISE
EN ETAT DU SITE

Echelle : 1/2000

Limites de la demande d'autorisation

Haie nouvelle

Talus enherbé

Réaménagement agricole

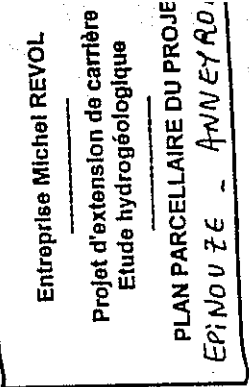
Front de l'île

CADASTRE

Commune d'ÉPINOIRE
Section AD
n° 91-92-93-94
Section ZA
n° 19
Commune d'ANNEYRON
Section Z1
n° 49

ARRETE n° **04.1113** du **17 MARS 2004**
Pour copie conforme
PAR DELEGATION
L'ADJOINTE AU CHEF DE BUREAU
Isabelle DUPERRAY-LAFUS

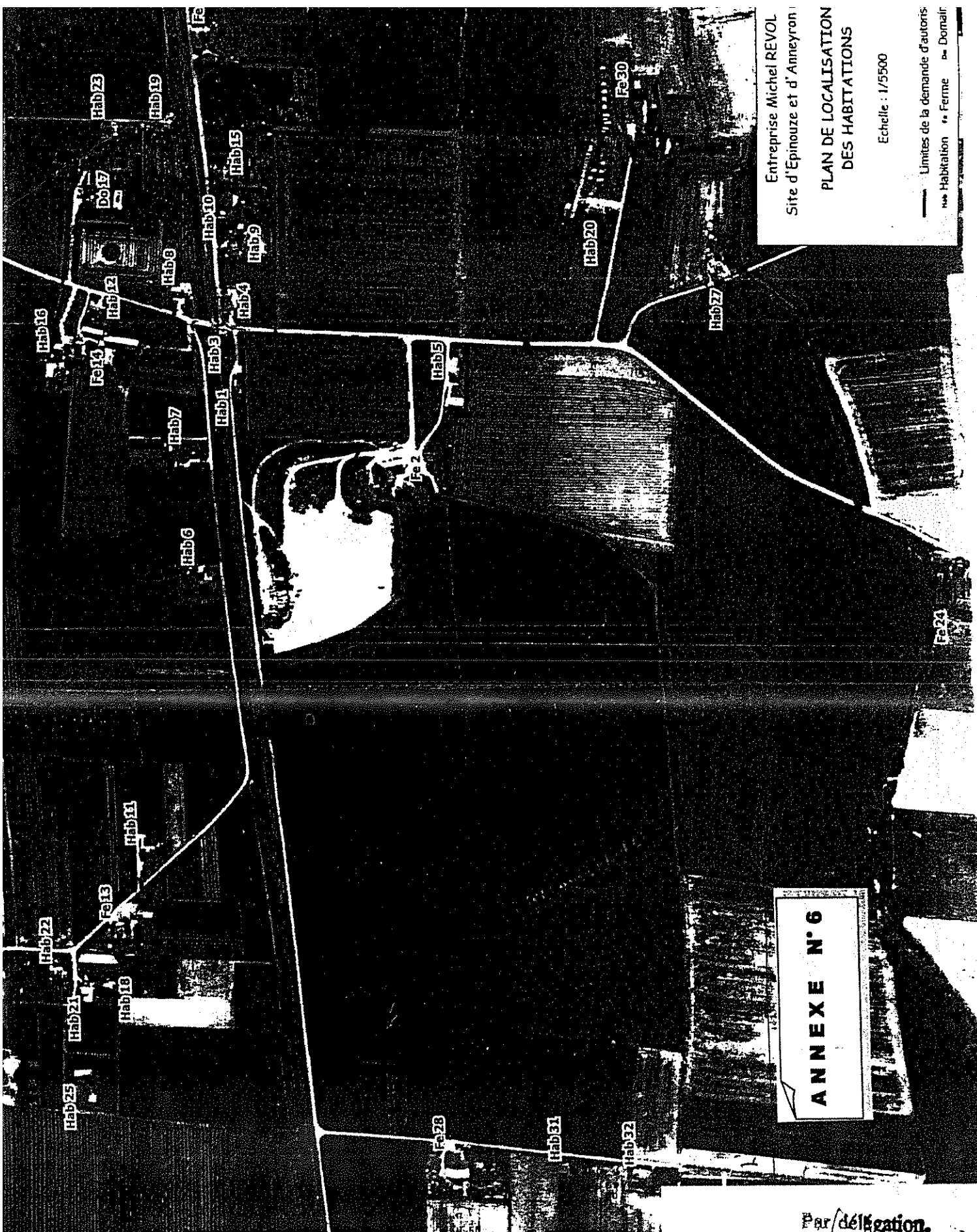
Délégation,
Saint Général
Yves (HUSSON)



HORIZONS Centre-Est F

ANNEXE N°5

Par délégation,
Le Secrétaire Général
Yves HUSSON



Entreprise Michel REVOL
Site d'Épinouze et d'Anneyron

PLAN DE LOCALISATION DES HABITATIONS

Echelle : 1/5500

Limites de la demande d'autorisation
Habitation Ferme Domaine

ANNEXE N° 6

ARRÊTÉ n° **04.1113** du **17 MARS 2004**
Pour copie conforme
PAR DÉLÉGATION
L'ADJOINTE AU CHEF DE BUREAU
Isabelle DUPERRAY-LAJUS

Par délégué,
Le Secrétaire Général
Yves HUSSON

Entreprise Michel REVOL
Site d'Épinouze et d'Anneyron (26)

GARANTIES FINANCIERES
Phase quinquennale n° 1

Echelle : 1/3000

Limites de l'autorisation demandée

Limites de l'exploitation demandée

S0 : surface non exploitée

S1 : Somme de la surface de l'emprise des infrastructures et des surfaces défrichées

S2 : surface en chantier

S3 : surface des fronts d'exploitation

S4 : surface remise en état

Par délégation,
Le Secrétaire Général

Yves HUSSON

ARRETE n° 64.1113 du 17 MARS 200

Pour copie conforme
PAR DELEGATION
L'ADJOINTE AU CHEF DE BUREAU

Isabelle DUPERRAY-LAJUS

Arrêté du 17 Mars 200

CADASTRE:

Commune d'ÉPINOUZE

Section AS

n° 31-33-34

Section 2A

n° 19

Commune d'ANNEYRON

Section 2I

n° 45

Entreprise Michel REVOL
Site d'Epinouze et d'Anneyron (26)

GARANTIES FINANCIERES
Phase quinquennale n° 2

Echelle : 1/3000

Limites de l'autorisation demandée

Limites de l'exploitation demandée

S0 : surface non exploitée

S1 : Somme de la surface de l'emprise des infrastructures et des surfaces défrichées

S2 : surface en chantier

S3 : surface des fronts en exploitation

S4 : surface remise en état

Front de l'Etat

CADASTRE:

Commune d'EPINOUBE

Section A6

n° 91-92-93-94

Parcelles 1A

Parcelles 1B

Commune d'ANNEYRON

Section 21

n° 49

ARRETE n° 04.1113 du 17 MARS 2004
Pour copie conforme
PAR DELEGATION
L'ADJOINTE AU CHEF DE BUREAU
Isabelle DUPERRAY-LAJUS

Par délégation,
Le Secrétaire Général

Yves HUSSON

Entreprise Michel REVOL
Site d'Épinouze et d'Anneyron (26)

GARANTIES FINANCIÈRES
Phase quinquennale n° 3

Echelle : 1/3000

- Limites de l'autorisation demandée
- Limites de l'exploitation demandée
- S0 : surface non exploitée
- S1 : Somme de la surface de l'emprise des infrastructures et des surfaces défrichées
- S2 : surface en chantier
- S3 : surface des fronts en exploitation
- S4 : surface remise en état

Par délégation,
Le Secrétaire Général

Yves HUSSON

ARRETE n° 04.1113 du 17 MARS 2004

Pour copie conforme
PAR DÉLÉGATION
L'ADJOINTE AU CHEF DE BUREAU
Isabelle DUPERRAY-LAJUS

■ Front de l'acte
CADASTRAL
Commune d'ÉPINOUZE
Section 7A
n° 19
Commune d'ANNEYRON
Section 21
n° 49

Entreprise Michel REVOL
Site d'Epinouze et d'Anneyron (26)

GARANTIES FINANCIERES
Phase quinquennale n° 4

Echelle : 1/3000

Limites de l'autorisation demandée

Limites de l'exploitation demandée

S0 : surface non exploitée

S1 : Somme de la surface de l'emprise des infrastructures et des surfaces défrichées

S2 : surface en chantier

S3 : surface des fronts en exploitation

S4 : surface remise en état



Par délégation,
Staïre Général

HUSTON

17 MARS 2004

ARRETE n° 04-1113 du

Pour copie conforme
PAR DELEGATION
L'ADJOINTE AU CHEF DE BUREAU

Isabelle DUPERRAY-LAJUS